

A bas l'austérité !

Malgré « un air de gauche », les faits ne suivent pas les discours, au sein du gouvernement Hollande. Le traité budgétaire européen Sarko-Merkel, n'a pas été renégocié, comme promis ! La loi contre les licenciements boursiers, n'a pas été votée à cette heure. Le renoncement face aux plans sociaux qui s'accumulent n'est pas à l'ordre du jour. Le rapport Gallois et le pacte de compétitivité avec l'accord national interprofessionnel (ANI) ont été acceptés le 11 janvier dernier.

La satisfaction affichée du gouvernement vis à vis de cet accord signé entre le MEDEF et les syndicats minoritaires ne représentant que 38% des salariés, est inadmissible. La baisse du coût du travail (6%) est le grand leitmotiv du patronat qui désire plus que tout, augmenter les profits et combler en cadeaux les actionnaires. Le chantage à l'emploi vise à moduler le temps de travail et les salaires selon les besoins de l'employeur.

Cet accord, véritable recul historique, va donner comme résultante une véritable casse du code du travail.

En effet, il implique une flexibilité accrue et une mobilité forcée pour les salariés en CDD, les CDI seront rares et dépourvus d'indemnité en fin de contrat.

La durée du temps de travail passera de 35h à 37h sans contrepartie salariale.

Les patrons ne seront pas obligés de donner les motifs dans la lettre des licenciements. La justice sociale est anéantie, abolie, confisquée.

Ce contrat ne doit pas être ratifié par le gouvernement.

Un gouvernement qui laisse perdre au travail : sa valeur, ses revenus, ses droits et qui fait exploser le précaire et développer les inégalités, **peut-il être de Gauche ?**

Le budget de la France imposant l'austérité à tout crin nous entraîne dans un puits sans fond.

L'abandon de la réforme fiscale et la taxation à 75% au-dessus d'un million d'euros de revenus par an est une méthode peu courageuse. La réduction de 20 milliards d'euros d'argent public de cadeaux fiscaux aux entreprises sans contrepartie en terme d'emplois et d'investissements doit nous interpellier.

La réduction prévue d'ici 2017 de 50 milliards d'euros d'économie + 10 milliards de nouvelles coupes budgétaires, vont conduire le pays dans l'impasse.

Le gel des salaires, des pensions, l'augmentation de la TVA, la fiscalisation des allocations familiales, ne relanceront pas la consommation en raison de la baisse du pouvoir d'achat bien au contraire nous allons sombrer dans les reculs sociaux et la récession.



Tout cela, révèle une continuité inquiétante de la politique sarkoziste et un tournant social-libéral « assumé ».

Pourtant, partout où elles sont appliquées, ces politiques d'extrême austérité font des ravages et mettent les pays à genoux comme l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, le Portugal.

Elles ne sont pas seulement injustes, elles ne fonctionnent pas...

Elles engendrent chômage, précarité, misère, désespoir, xénophobie, violences.

Les militants du PCF, membre du Front de Gauche pensent qu'il faut gagner d'abord en 2013 et appellent à la mobilisation, à la résistance face à l'austérité qui nous est imposée.

Vous avez dit : rythmes scolaires ?

La réforme Peillon instaure le retour de la semaine à	4j ½
Elle fixe le temps d'enseignement par jour à	5h30
Contre en ce moment	6h
La nouveauté c'est le mercredi matin avec	3h30
Le temps par semaine est de	24h
Où s'ajoutent des activités d'une durée de	4h
3h à la charge des communes c'est le périscolaire	
1h sous la responsabilité des enseignants pendant le temps scolaire.	
Le nombre de jours de classe passe de 144 à 180 jours.	



Beaucoup d'enseignants, de parents d'élèves, d'élus, demandent le report de ce projet, véritable casse-tête précipité, imposé, peu efficace pour lutter contre l'échec scolaire et où le périscolaire, avec des mesures inégales de financement, va accroître les inégalités entre territoires.

Ne pas placer **l'enfant** au cœur du débat et être injuste pour sa réussite et son devenir, **est indigne.**

Marie-Claude De Vita

A PROPOS DES RYTHMES SCOLAIRES

Comment vont être organisées les activités extra- scolaires pour les parents, les responsables des centres de loisir et les Mairies ?

La question du financement, donc la qualité et le nombre des intervenants, qu'il faudra bien sûr rémunérer, se pose.

Les finances des communes sont déjà asphyxiées et le gouvernement annonce encore plus d'austérité au niveau de leur budget.

Les parents, pour la plupart, déjà minés par la crise et ses conséquences ne pourront pas payer ces activités et se contenteront forcés et contraints, d'un minimum.

Les personnels déjà en place s'inquiètent aussi sur les futures modalités de leur emploi du temps.

Encore une fois, c'est une éducation à deux vitesses qui pointe son nez, les communes riches et les parents aisés auront moins de problèmes pour assurer ces nouvelles charges.

La Fontaine est toujours d'actualité ; un début de morale d'une de ses fables me revient en mémoire : " selon que vous serez puissant ou misérable..."

C'est bien entre puissance et misère que la différence va se faire créant et développant encore plus d'inégalités.

André Pécondom.



SOS HÔPITAUX

35 000 emplois sacrifiés, si les politiques d'austérité ne changent pas, **20 000 postes seront supprimés en 2013, 15 000 de plus en 2014.**

Le service public de santé n'est plus malade : il est en danger.

✂

Inventer un autre monde, fondé sur des rapports humains libérés de la loi de l'argent, est urgent. Adhérer au Parti communiste français, c'est mettre en avant cette volonté.

Je rejoins le Parti Communiste Français

Nom/Prénom.....

Adresse.....

N° Tél :

Email :

Bulletin à envoyer : PCF65 - 4, rue des Haras - 65000 Tarbes